

OLEAGINEUX

Revue générale des corps gras et dérivés



LES HUILIERIES DE PALME DU PLAN

ÉQUIPEMENT ET EXPLOITATION RATIONNELLE
DES PALMERAIES NATURELLES DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

par **R. CARRIÈRE de BELGARRIC**

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT DE RECHERCHES
POUR LES HUILES ET OLÉAGINEUX.

Mise en place des usines.

Le bilan de la première période quadriennale du Plan « Palmier à huile » est facile à établir en ce qui concerne les huileries : de 1948 à 1952, l'I.R.H.O. (Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux) a mis en place huit huileries de palme dont le Fonds d'Investissements pour le Développement Économique et Social des Territoires d'Outre-Mer a doté le Dahomey, la Côte-d'Ivoire, le Togo et le Cameroun.

Huileries	Capacité annuelle en tonnage d'huile de palme	
	dès l'origine	après les premières extensions prévues
COTE D'IVOIRE Acobo-Dabou	4.000 t.	4.000 t.
DAHOMÉY	Avrankou	4.000
	G'Bada	4.000
	Bohicon	2.000
	Ahozon-Ouidah	2.000
TOGO	Alokoegbé	2.000
CAMEROUN	Dibombari	4.000
	Edéa	2.000
	16.000	24.000

Le coût total de la construction des usines a été d'environ 1.800 millions de francs métropolitains.

Sur le plan technique, leur installation permet :

- d'extraire 90 % de l'huile de palme contenue dans les fruits, contre 60 % et souvent moins auparavant ;
- d'obtenir des huiles de palme d'une acidité moyenne de 4 %, contre 20 % précédemment, susceptibles par conséquent d'être utilisées pour l'alimentation : margarine, graisses et huiles alimentaires.

Sur le plan économique, cette valorisation de la production autochtone se traduit par les chiffres suivants : dans une palmeraie pouvant produire en trituration indigène 4.000 t. d'huile de palme représentant, au cours de 25 fr. C.F.A. le kg., 100 millions de fr. C.F.A., l'installation d'une huilerie permet d'extraire 6.000 t. d'huile industrielle à 40 fr. C.F.A. le kg., soit 240 millions de fr. C.F.A.

Mais la mise en place des usines ne constituait qu'une partie de l'ensemble des opérations à réaliser

pour mettre en valeur les palmeraies. Contrairement aux dispositions du programme initial, l'exécution des autres opérations (création de routes et pistes de collecte ; aménagement et rénovation de la palmeraie ; organisation du stockage et de l'expédition en vrac) n'avait pas été sérieusement entreprise en temps voulu. Sans cette indispensable infrastructure, l'industrie de l'huile de palme ne pouvait se développer normalement.

Le choc psychologique qu'on était en droit d'attendre de la construction et de la mise en route des usines n'avait donc pas pu se produire. Au manque de coordination dans l'exécution du Plan étaient venues d'ailleurs s'ajouter la forte baisse des cours de l'huile de palme et un certain nombre d'erreurs commises par les gérants des premières huileries, erreurs d'ailleurs très excusables au départ d'une formule tout à fait nouvelle.

Au 1^{er} Janvier 1953, trois usines seulement étaient régulièrement exploitées : Acobo-Dabou, Avrankou et Dibombari ; une quatrième, G'Bada, tournait seulement en période de pointe. Leur production était relativement faible.

Quant aux quatre autres huileries, elles n'avaient pas encore de gérants. D'où les avis pessimistes exprimés aussi bien dans la Métropole que dans les Territoires d'Outre-Mer. Ne parlait-on pas de transformer certaines usines en fabriques de jus de fruits ou hangars à coprah... ?

Les conceptions qui avaient présidé à la mise en place des usines étaient cependant valables. Encore fallait-il le démontrer.

C'est maintenant chose faite et depuis le début de 1954 toutes les huileries tournent, trois d'entre elles travaillant au maximum ou même au-delà de leur capacité initiale, la grande majorité des autres étant en voie de l'atteindre rapidement.

L'expérience de Bohicon.

Si la situation s'est ainsi retournée, c'est beaucoup à « l'expérience » de Bohicon qu'on le doit. La réussite de cette usine, où ont été strictement appliqués les principes d'exploitation énoncés en 1947 et formant la base du Plan « Palmier à huile », a démontré en effet d'une manière éclatante leur validité. Les plus incrédules ont été convaincus.

Ils estimaient que l'approvisionnement de l'huilerie en régimes par les cultivateurs autochtones était très problématique.

« Le producteur livrerait-il ses régimes ? »

Comme l'indique un rapport établi à la fin de 1953 par le Directeur de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer au Dahomey : « Il y a un an, la mise en route de Bohicon et d'Ahozon paraissait du domaine de l'utopie, l'assemblée se refusait à prendre la charge d'usines dont il a été assez courant d'envisager le démontage... En Janvier 1953, l'I.R.H.O. devait se livrer à Bohicon à des essais techniques pendant six semaines ; l'usine fonctionna correctement, ce qui était normal, étant donné la compétence de l'organisme qui en était chargé ; mais elle fut, en outre, ravitaillée en régimes, ce qui parut beaucoup plus surprenant.

» Dès les premiers jours, les inquiétudes faisaient place à l'optimisme. En Février 1953, la moyenne journalière atteignait déjà 18 t. ; en Mars, 20 t. ; en Avril 30 tonnes.

» La collecte fut alors organisée en vue de faire tourner l'usine en morte-saison, en allongeant éventuellement les circuits de ramassage, et l'on est arrivé aux dispositions suivantes :

» Les camions passent dans les villages à jours fixes. Le producteur est payé au comptant. Il lui est remis un reçu détaché d'un carnet à souches. Aucune fraude n'est possible entre le producteur et l'usine.

» Les circuits ont été progressivement déterminés en fonction des résultats de manière à obtenir le rendement maximum des tournées avec des apports réguliers.

» En Juin, à l'issue de la campagne, l'usine a constaté qu'une ristourne de 0 fr. 20 par kilo de régimes pouvait être consentie à titre d'encouragement. Cette prime peut être payée aux producteurs grâce au système du carnet à souches.

» Elle a été maintenue pour la morte-saison. Cette organisation donne d'excellents résultats. Elle permet en outre de connaître avec précision les points faibles du secteur « production » et d'y porter un remède.

» En raison des flottements inséparables de la mise en route d'une exploitation aussi nouvelle pour ces contrées, ce sont les résultats obtenus hors-saison qui sont les plus instructifs. L'organisation du ramassage a permis d'atteindre en Octobre 1953, avant l'ouverture de la nouvelle campagne, un tonnage supérieur à celui du mois le plus fort de la campagne précédente avec 976 t., contre 901 t. en Avril. »

L'I.R.H.O. avait affirmé qu'il serait possible, dès le premier exercice, de produire au moins 500 t. d'huile. Au cours des douze premiers mois d'une exploitation sans préparation, la production a atteint 800 t., soit les 8/10 de la capacité initiale de l'usine ; celle-ci a tourné douze mois sur douze et, pendant plusieurs mois, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La cadence, en période de pointe, a dépassé de beaucoup la capacité initiale. On a dû freiner la collecte afin de

ne pas imposer aux appareils une surcharge excessive.

En 1954, la palmeraie aurait pu fournir assez de régimes pour produire 2.000 t. d'huile à Bohicon si le matériel avait permis de les traiter. Aussi des dispositions ont-elles été prises pour porter la capacité de l'huilerie à 2.000 t. dès 1955.

Après les résultats acquis à Bohicon, des candidatures furent posées à la gérance des deux usines restées inactives (Alokoegbé et Edéa) ; les cahiers des charges furent signés à la fin de 1953.

La campagne 1954.

Depuis Janvier 1954, toutes les huileries sont exploitées. La production de l'année 1954 (en tonnes) a été la suivante, comparée à celle de 1953 :

USINES	Huile de palme		Palmistes	
	1953	1954	1953	1954
Bohicon	723	989	657	910
Ahozon	non exploitée	900	non exploitée	685
Avrankou-G'Bada ..	1.724	3.795	1.308	3.018
Alokoegbé.....	43 ⁽¹⁾	615	22 ⁽¹⁾	551
Acobo-Dabou.....	1.208	1.895	856	1.191
Dibombari	637	859	466	486
Edéa	non exploitée	472	non exploitée	229
TOTAL.....	4.335	9.525	3.309	7.070

(1) Usine mise en service en Décembre 1953.

Le tableau ci-dessus montre les progrès de la production dans toutes les usines et l'augmentation du pourcentage d'utilisation du matériel.

Les résultats auraient été meilleurs encore dans plusieurs cas si les conditions climatiques pendant le deuxième semestre (période de froid prolongé amenant un retard de la maturation) n'avaient privé certaines usines du tiers de l'approvisionnement escompté.

Le "démarrage" du deuxième Plan quadriennal.

Ce n'est pas le fait du hasard si l'année 1954 a vu le démarrage de la production d'huile à faible acidité en Afrique française.

La réussite de l'huilerie de Bohicon avait donné le « choc psychologique » nécessaire pour ranimer la foi de tous les intéressés. Mais, sur le plan matériel, c'est aussi la mise en vigueur effective et coordonnée du Plan « Palmier à huile », au début de sa deuxième période quadriennale (1^{er} Juillet 1953-1^{er} Juillet 1957), qui a créé les conditions et le climat du démarrage.

En effet, à partir du 1^{er} Juillet 1953, les services administratifs chargés de la création des routes et des pistes, de l'aménagement et de la rénovation de la palmeraie ont eu effectivement à leur disposition les crédits, le matériel et le personnel nécessaires pour mener à bien leur tâche ; ils ont, en outre, pris la sage décision de concentrer leur activité sur les zones d'approvisionnement des huileries du Plan ; enfin, ils

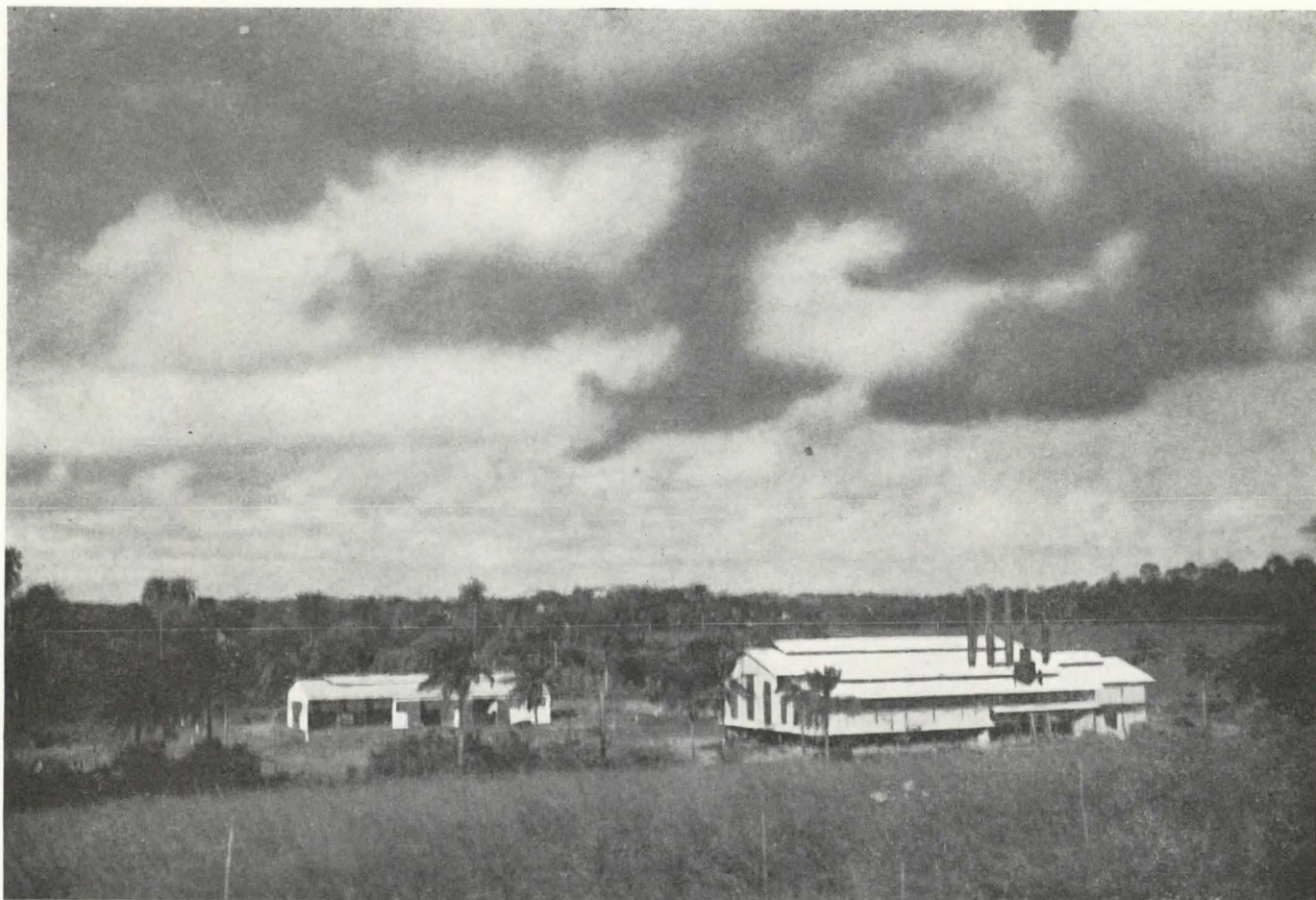


Fig. 1. — Huilerie d'ACOBO-DABOU.

(Photo I.R.H.O.)

ont été certains de la « continuité » des opérations dans le cadre du deuxième Plan.

A l'heure actuelle autour des huileries du Plan on ouvre des routes et des pistes, on débroussaille et on entretient la palmeraie, on prépare la replantation. En bref, on exploite la richesse existante et on prépare son renouvellement.

Un véritable enthousiasme s'est manifesté, au Dahomey notamment, chez les producteurs autochtones lorsqu'ils ont été *assurés* de pouvoir asseoir une exploitation rationnelle et permanente de leurs arbres en vendant leurs régimes à l'usine. Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les gérants qui réclament des routes pour la collecte, ce sont aussi et surtout les producteurs qui souvent n'attendent pas l'intervention des Travaux publics pour ouvrir eux-mêmes des pistes.

Cette première phase de l'aménagement des palmeraies a d'ailleurs mis en évidence deux faits essentiels :

- dans presque toutes les zones d'approvisionnement des huileries, le potentiel de la palmeraie existante est largement supérieur aux premières et prudentes estimations du Plan ;

- il suffit la plupart du temps d'ouvrir des voies d'accès et des pistes de collecte pour que des palmeraies laissées jusqu'ici à l'abandon soient aussitôt

exploitées. Une quantité considérable d'arbres productifs qui n'étaient pas récoltés est ainsi mise en valeur.

Extension des usines.

L'accroissement rapide de la production a montré la nécessité d'augmenter sans plus attendre, et selon les programmes de base, la capacité initiale des huileries. Lors de leur construction, l'emplacement du matériel complémentaire pouvant doubler (ou même exceptionnellement tripler) la capacité d'origine a été prévu dans les bâtiments existants.

De premières extensions, qui demandent d'assez longs délais de fabrication, d'expédition et de mise en place, seront réalisées en 1955 ; assez tôt, il faut l'espérer pour que la production d'huile de palme atteigne 13.000 tonnes cette année, la production de 1956 pouvant en tout cas être portée à 16.000 t. D'autres augmentations de capacité devront suivre mais ne suffiront pas assurément à l'exploitation de toutes les ressources de la palmeraie.

En effet, pour prendre un exemple, le potentiel actuel des palmeraies situées dans les cercles d'Abomey, d'Athiémé et de Ouidah doit représenter annuellement — avant toute application d'engrais — 20 à 25.000 t. d'huile de palme ; celui de la zone de collecte des

huileries d'Avrankou et G'Bada — partie Est du Dahomey — dépasse 15.000 t., toujours sans engrais.

Il faut donc, après avoir installé selon le plan initial « palmier à huile » une première tranche de huit huileries et après avoir réalisé leur extension, étudier l'implantation d'autres usines de grande capacité. En particulier il y a lieu, dès à présent, de constituer une chaîne d'usines pouvant exploiter toutes les palmeraies des côtes dahoméennes et togolaises, depuis les frontières de la Gold Coast jusqu'à celles de la Nigeria.

Routes et pistes.

L'extension du réseau de pistes et son entretien en toute saison doivent aller de pair avec l'augmentation de capacité des usines.

Les crédits nécessaires à cette action, qui jusqu'à présent n'avait été le plus souvent abordée qu'avec retard et timidité, ont été sous-estimés.

L'insuffisance manifeste du réseau routier a constitué une des causes principales des difficultés rencontrées par plusieurs usines au cours de leurs premiers exercices.

À l'heure actuelle, l'entretien des routes et pistes en période de pluie laisse encore beaucoup à désirer dans bien des Territoires, ce qui grève d'une manière très lourde le poste « Transports » du compte d'exploitation des usines.

Il s'agit en fait d'un problème d'intérêt général, les routes ainsi ouvertes constituant l'infrastructure de toute la vie économique des régions intéressées. La grande majorité des palmeraies ne sont qu'en très faible partie exploitées faute de voies d'accès et des régimes qui n'auraient jamais été récoltés sont apportés dès qu'une nouvelle piste est ouverte.

Applications d'engrais.

L'I.R.H.O. a démontré, sur le plan expérimental et à l'échelle industrielle, les résultats que peut apporter l'engrais dans les cas de carence très marquée fréquents en Afrique noire.

C'est la potasse qui fait le plus défaut aux sols des palmeraies de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey et du Togo. Des applications d'un kilo de chlorure de potassium par arbre ont triplé les rendements de la plantation expérimentale de DABOU en Côte-d'Ivoire. Les résultats obtenus à POBÉ (Dahomey), bien que moins spectaculaires, sont largement rentables.

Les premiers prélèvements de diagnostic foliaire, effectués dans diverses zones des palmeraies du Dahomey et de Côte-d'Ivoire, confirment les symptômes visuels de carence potassique déjà notés et font apparaître des teneurs en potasse très inférieures à la normale.

On peut donc dès maintenant affirmer que l'application systématique de potasse dans les palmeraies naturelles de ces territoires augmentera d'une manière très sensible la production des arbres.

L'épandage d'engrais devrait donc être entrepris dès à présent à une large échelle, aussi bien au Dahomey et au Togo qu'en Côte-d'Ivoire. Dans les autres territoires, les expériences de fumure sont trop récentes pour qu'on puisse dès à présent préconiser les formules à utiliser.

Ce sont évidemment les producteurs qui bénéficieront des augmentations de rendement ainsi obtenues mais l'utilisation des engrais contribuera en outre à l'approvisionnement plus large et plus régulier des huileries.

Une formule heureuse : la prospérité par l'association.

L'idée essentielle du Plan « Palmier à huile » était l'association, sous l'égide de l'Administration, de la technique et du matériel européen avec la production autochtone en vue de la valorisation de la palmeraie. La pièce centrale du système était constituée par les usines, lieu de rencontre de cette association et instrument de travail commun.

Comme dans toute association, l'une des conditions de la réussite était la volonté de coopération de tous. On peut affirmer que partout cette volonté a été clairement exprimée ; le « climat » en 1954 a été tel qu'on peut escompter la réussite totale du plan initial.

Le paysan autochtone a foi dans « son » usine. Il a compris qu'elle n'était que le prolongement de sa palmeraie, l'instrument qui lui permet d'exploiter ses arbres de la meilleure manière. Il apporte sans réserve ses régimes à l'exploitation commune ayant apprécié le bénéfice qu'il peut en retirer :

- dans l'immédiat, grâce à l'économie de travail réalisée par le traitement industriel et le transport des régimes par camions, il peut consacrer tout son temps à la cueillette et doubler ou tripler ainsi son revenu pour le même nombre d'heures de travail ;
- à échéance plus lointaine, la suppression de la fabrication artisanale lui permettra, avec le concours des gérants et du Service de l'Agriculture, d'entretenir et d'accroître son capital-palmeraie grâce aux engrais et à la sélection.

Quant au gérant, son rôle est des plus importants : il a la charge d'un véritable service public. Responsable de la transformation, il est la clé de voûte de la valorisation de la palmeraie et le premier intéressé à sa mise en exploitation rationnelle. Il est à souhaiter, avec la Commission de Modernisation des Corps Gras, que le gérant prenne une part de plus en plus active à l'élaboration et à l'exécution de tous les travaux de mise en valeur et de rénovation : routes et pistes de collecte, distribution d'engrais, aménagement et replantation. Dans plusieurs cas, on est déjà entré dans cette voie.

L'aspect commercial.

La seule mise en route des usines a résolu le problème de la qualité. Les utilisateurs peuvent maintenant trouver dans les territoires français des huiles à basse

acidité, propres à l'alimentation, exactement comparables à celles qu'ils se procuraient jusqu'ici à l'étranger. L'économie de devises est appréciable. On peut l'estimer en 1954, pour la seule métropole, à 720 millions de francs métropolitains (9.000 t. d'huile à 80.000 francs la tonne, cours moyen mondial).

Un problème reste à résoudre, celui du prix. Les huiles des usines sont actuellement vendues 103.000 francs métropolitains la tonne, C.A.F., prix supérieur d'environ 25 % à celui des huiles du Congo Belge de même qualité.

Comme l'a fait remarquer M. R.M.E. MICHAUX, Président du Groupe de Travail « Concrètes » de la Commission de Modernisation des Corps Gras, les investissements ne seront justifiés que s'ils aboutissent à créer une production dont les prix soient compétitifs sur le marché mondial.

La protection accordée dans la métropole aux huiles de palme du Plan est actuellement justifiée par le fait qu'il s'agit d'une industrie de création. Les précédents français et étrangers, dans d'autres domaines, montrent que cette protection n'a rien d'excessif. Les utilisateurs eux-mêmes en reconnaissent la nécessité et le prix de 103.000 francs la tonne a été librement accepté par eux.

L'abaissement du prix C.A.F. vers le niveau des cours mondiaux ne pourra être que progressif : une décision brusquée aurait les plus graves répercussions sur l'économie des territoires producteurs ; c'est pour eux en premier lieu que les huileries du Plan ont été mises en place afin d'élever le niveau de vie des populations.

La baisse désirée des prix de revient à l'usine ne dépend pas seulement de la productivité industrielle, d'ores et déjà satisfaisante, mais aussi et surtout du prix de la matière première. On peut agir sur deux facteurs de ce prix par la diminution des frais de collecte, fonction du développement des pistes et des routes, et par l'accroissement de la productivité des palmeraies : mise en valeur de la palmeraie, fumure, plantation d'arbres sélectionnés.

C'est seulement au moment où ces mesures auront produit leur plein effet que les huileries du Plan seront techniquement placées dans les mêmes conditions que leurs concurrents. Encore faudra-t-il que le prix d'achat des régimes ne soit pas dans certains cas deux fois plus élevé qu'au Congo Belge. Il faut partir de bases raisonnables et l'augmentation de la productivité des palmeraies transformera les conditions de vie du paysan africain qui est et restera le principal bénéficiaire de toutes les dispositions prises.

Les frais grevant l'huile après la sortie de l'usine doivent également être réduits. Actuellement, toutes les huileries du Plan sont obligées de vendre leur huile en fûts, ce qui coûte en moyenne aux utilisateurs 4 francs par kilo de plus que l'expédition en vrac, oblige les usines à investir des sommes considérables dans les emballages et présente de multiples inconvénients tant du point de vue technique que du point de vue commercial. Le premier Plan quadriennal avait

prévu, en même temps que la construction des huileries de palme, la création d'installations de stockage et de chargement en vrac qu'il importe de réaliser partout.

Une première installation de stockage a été entreprise récemment au Dahomey à titre d'essai, mais elle ne pourra malheureusement pas servir avant la fin de l'année au chargement d'huile à faible acidité.

Il est à souhaiter d'autre part que les Compagnies françaises de navigation fassent un effort pour ramener les taux de fret aux niveaux internationaux. Un seul exemple montrera l'économie qui pourrait en résulter : les huiles de Malaisie, transportées en vrac sur plus de 12.000 km. jusqu'en Europe supportent un fret de 7.400 francs par tonne, alors que les huiles de la Côte d'Afrique française paient 7.600 francs pour un trajet de 6.000 km.

Sur le plan fiscal, en tout cas, on doit se féliciter de la décision prise en Octobre 1954 par le Gouvernement Général et le Grand Conseil de l'A.O.F., qu'il faut remercier d'avoir dégrevé les huiles de palme à faible acidité de toutes taxes fiscales à la sortie des territoires.

Conclusion.

Le succès des huileries, élément essentiel du Plan « Palmier à huile », est maintenant affirmé.

L'exploitation des usines de Bohicon et d'Ahozon-Ouidah, notamment, et les progrès enregistrés dans les autres huileries ont définitivement confirmé la validité de leur conception, et l'intérêt primordial de cet équipement pour la mise en valeur des palmeraies africaines.

En 1954, les huit huileries ont produit 9.525 t. d'huile et 7.070 t. de palmistes d'une valeur C.A.F. d'environ 1.400 millions de francs métropolitains.

Pour les quatre premiers mois de 1955, il a été produit 6.000 t. d'huile de palme (contre 4.800 t., période correspondante de 1953) et 4.300 t. de palmistes (contre 3.500) ; la valeur de production atteindra, cette année, 1.800 millions de francs métropolitains, c'est-à-dire le montant du capital investi.

En 1956, le chiffre d'affaires des huileries du Plan dépassera très largement deux milliards de francs métropolitains en valeur C.A.F. C'est là certainement une des réalisations agricoles les plus intéressantes du Plan, en raison de sa rentabilité et de son incidence directe sur les conditions de vie de l'ensemble des populations rurales dans des régions très étendues.

L'extension du réseau de routes et de pistes, l'augmentation de capacité des huileries, la rénovation de la palmeraie, l'organisation du stockage et de l'expédition en vrac permettront d'abaisser progressivement les prix de revient et de mettre pleinement en valeur les immenses ressources de nos palmeraies africaines.

A cette production d'importants débouchés sont offerts.

Les besoins de la seule métropole en huile de palme à faible acidité ont été en 1954, dans les industries alimentaires principalement, de 21.000 tonnes, four-

nies moitié par nos Territoires, moitié par l'étranger. En 1955, 26.000 t. environ seront utilisées (dont 14.000 t. provenant de nos propres ressources et 12.000 de pays étrangers).

Selon des évaluations raisonnablement calculées, on peut estimer que les tonnages nécessaires, à la margarinerie, aux graisses alimentaires, à l'huilerie, à la métallurgie, etc..., augmenteront chaque année pour atteindre vers 1960 un total compris entre 40.000 et 65.000 tonnes.

En triplant la production actuelle des huiles de palme industrielles de nos Territoires, on ne ferait donc que couvrir les besoins *minima* de la Métropole sans même tenir compte du développement considé-

rable de la consommation locale (Côte-d'Ivoire et Cameroun notamment).

Dans une deuxième étape, l'abaissement de nos prix de revient au niveau des cours mondiaux ouvrirait à nos huiles de palme à faible acidité de nouveaux débouchés, notamment vers les pays importateurs d'Europe.

Un ensemble d'éléments favorables se trouve donc réuni et aucun obstacle ne devrait s'opposer à une large et rapide extension de la production des huiles de palme dans nos territoires d'Afrique.

Cette extension apportera la prospérité aux populations.

C'est sur le plan économique et social un objectif d'intérêt national.



Dans le monde savant

VI^e Congrès chimique.

Le VI^e Congrès chimique de l'Amérique latine, succédant à ceux de Buenos-Aires (1924), Montevideo, Rio de Janeiro, etc..., vient de se tenir au Venezuela, à Caracas, du 12 au 19 Mai.

Union européenne de la corrosion.

Comme une suite au troisième Salon de la Chimie et des Matières plastiques, la Société de Chimie industrielle de Paris a convié plusieurs associations — 15 appartenant à 6 pays — à la Fondation d'une Union européenne de la corrosion qui a pris corps récemment. Sur le plan national des Comités de liaison s'établiront entre les Associations de chacune des branches de la technique. La rédaction des statuts a été immédiatement entreprise.

Comité européen des peintures.

L'industrie des peintures, vernis et encres d'imprimerie de l'Europe occidentale s'organise depuis 4 ans. A Paris, s'est réuni au mois de Juin 1951 un premier Congrès des Présidents d'Associations. Une réunion plénière eut lieu au mois de Décembre de la même année, aussi à Paris, avec la participation effective de 11 nations. La constitution d'un Comité européen fut décidée. Une première Assemblée générale s'est tenue à Paris au mois de Novembre 1952 pour la constitution définitive du groupement. Depuis l'Assemblée générale a siégé à Bruxelles en Octobre 1953, puis en Italie, à Cernobbio (sur le lac de Como), à la Villa d'Este, au mois d'Octobre 1954. De nombreuses questions professionnelles ont été abordées. Les 12 pays représentés sont actuellement l'Allemagne occidentale, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse. Le Comité permanent a élu domicile à Paris, 42, avenue Marceau.

QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR

Salissures marines.

Le problème des salissures marines (recherche de peintures anti-fouling) est posé dans ses termes généraux par M. Bernard

CALLAME dans un article de *Peintures Pigments, Vernis*. Il souligne qu'on a été amené à considérer la question non seulement du point de vue peinture protectrice réclamée par la construction navale, mais aussi du point de vue biologie marine et hydrologie. L'auteur dispose de son expérience à la Station océanographique de La Rochelle. Nous recommandons la lecture de cette étude à ceux de nos lecteurs qui désirent prendre une vue d'ensemble des multiples facteurs dont dépendent le progrès des salissures et le succès des mesures destinées à tenir en échec leur formation.

Huile de foie de morue.

Une contribution à l'étude de l'action antivitaminique de l'huile de foie de morue a été récemment apportée par M. HOVE, de l'Institut Polytechnique d'Alabama, à un Symposium de la National Vitamin Foundation aux États-Unis, nous rapporte *Chemical and Engineering News*. Des porcs nourris de ferments, de minéraux, d'hydrates de carbone et de 6 % d'huile de foie de morue meurent à moins d'être supplémentés en vitamine E. Cette dernière est sensible à d'autres adversaires. C'est ainsi que l'on a signalé une attaque de paralysie qui s'est abattue sur un groupe de personnes qui 12 jours plus tôt avaient bu une liqueur au gingembre de la Jamaïque. La paralysie aurait été provoquée par le phosphate de tri-o-cresyl contenu dans la boisson. De même le tétrachlorure de carbone et la pyridine détruisent la vitamine E. Dans le cas d'usage de l'huile de foie de morue un supplément de vitamines est donc nécessaire.

Beurre de cacao.

La recherche des graisses étrangères dans le beurre de cacao est un problème traité par le Dr KAUFMANN dans *Fette, Seifen* par le procédé de la réfractométrie. Il propose une méthode très simple et rapide qui permettra de déceler les fraudes qui peuvent se produire surtout à une époque où la hausse des prix du cacao constitue une incitation à y mélanger des corps gras moins onéreux. La présence de graisse étrangère abaisse la réfraction de liquéfaction déterminée par les principes de la réfractométrie polarisée.